

"Une réforme radicale des structures s'impose" dans Le Monde diplomatique (Mars 1975)

Légende: En mars 1975, le mensuel français Le Monde diplomatique analyse les difficultés économiques héritées de la dictature militaire auxquelles la Grèce doit faire face dans ses efforts pour réformer son économie.

Source: Le Monde diplomatique. dir. de publ. FAUVET, Jacques ; Réd. Chef JULIEN, Claude. Mars 1975, n° 252 Supplément Grèce. Paris.

Copyright: (c) Le Monde Diplomatique

URL:

[http://www.cvce.eu/obj/"une_reforme_radicale_des_structures_s_impose"_dans_le_monde_diplomatique_mars_1975-fr-96fc4d16-3438-4ba8-b4e7-000a2be7ba97.html](http://www.cvce.eu/obj/)

Date de dernière mise à jour: 17/09/2012

Une réforme radicale des structures s'impose

Dans le cadre de la crise actuelle du système capitaliste mondial, la Grèce affronte de graves difficultés économiques héritées directement de la dictature militaire. Ces difficultés ne constituent que l'un des éléments de la crise nationale dans laquelle le pays a été plongé à la suite de la politique de dépendance qui fut celle de la droite depuis la seconde guerre mondiale et qui a amené la dictature militaire. Du reste, la politique économique conduite par la junte, n'a été qu'une forme extrême du modèle néo-libéral de développement dépendant principalement des Etats-Unis, imposé au pays depuis 1952⁽¹⁾.

La politique économique de la dictature militaire, qui a servi les intérêts des milieux d'affaires: banquiers, agents d'entreprises étrangères, a eu les conséquences suivantes ⁽²⁾:

- a) Elle a accentué les contradictions, les désordres et les déséquilibres structurels de la croissance économique, en raison, notamment, du caractère non productif des investissements.
- b) Elle a donné une nouvelle impulsion à l'émigration des travailleurs et des « *cerveaux* ». Parallèlement à la baisse absolue de la population en 1972 et en 1973, l'émigration, qui contribue aussi à la baisse de la natalité, constitue, à l'heure actuelle, une sérieuse menace pour l'avenir du pays ⁽³⁾.
- c) Malgré les privilèges supplémentaires accordés aux capitaux étrangers et aux firmes multinationales, aucune grande unité industrielle de technologie avancée n'a été créée depuis 1967.
- d) L'inégalité dans le partage du revenu national s'est accentuée pendant la période 1967-1973.
- e) Les investissements improductifs, qui augmentaient les revenus monétaires, sans élargir la base productive de l'économie, ont suscité une inflation galopante: 30 % pour l'année 1973. Ce taux a été ramené à 11 % pour les huit premiers mois de 1974.
- f) Pour faire face aux pressions inflationnistes, les importations ont été quadruplées, toujours pendant la période 1967-1973. Le déficit de la balance des transactions courantes a été de 1 175 millions de dollars en 1973, contre 367 millions de dollars en 1972.
- g) Etant donné que les recettes invisibles et l'entrée de capitaux ne suffisaient pas pour équilibrer la balance des paiements, la dictature militaire a eu recours à l'endettement. La dette publique extérieure s'élevait, le 30 juin 1974, à quatre milliards de dollars (contre 840 millions de dollars le 31 décembre 1966). A partir du 1^{er} janvier 1975, de 450 à 475 millions de dollars seront nécessaires annuellement pour le service de cette dette.
- h) Devant les risques d'une hyper-inflation, la dictature militaire a imposé, vers la fin de 1973, une politique déflationniste qui a eu comme résultat de diminuer sensiblement la production industrielle. Au cours du premier semestre 1974, la construction de logements avait baissé de 57 % et le nombre des chômeurs était estimé à environ deux cent mille en juin 1974.

Quand la dictature militaire s'est effondrée, en juillet 1974, les gouvernants qui lui succédèrent à Athènes héritèrent d'une situation de « *stagflation* », de dépendance accentuée et de graves déséquilibres structurels. « *Gérer la crise* » devint ainsi une contrainte majeure pour le gouvernement de M. Caramanlis, réduisant ainsi considérablement sa marge de manœuvre.

Le taux de croissance du revenu national a été nul pour l'année 1974, selon toutes les indications, il en sera de même pour l'année 1975. Seule la production agricole augmenté de 10 % pendant l'année 1974, grâce à des conditions climatiques exceptionnelles. Le coût de la vie a subi une hausse de 12 % entre janvier et novembre 1974 (contre 27 % entre janvier et décembre 1973) et les dépôts des particuliers auprès des banques ont augmenté de 15 882 millions de drachmes ⁽⁴⁾. Par contre, le déficit des finances publiques a été de 34 milliards de drachmes pour l'année 1974.

Dégager le pays de l'emprise étrangère

Malgré la baisse des importations, le déficit de la balance commerciale a été de 2331,2 millions de dollars pour la période de janvier à octobre 1974 (contre 2 260,8 millions de dollars de janvier à octobre 1973). A cause de la diminution des recettes invisibles provenant du tourisme et des émigrés, le déficit de la balance des transactions courantes pour les dix premiers mois de 1974 a été de 51,6 millions de dollars, déficit supérieur à celui qui avait été enregistré pendant la même période, en 1973. Cependant, grâce à une entrée supplémentaire de capitaux de 250,1 millions de dollars, la balance des paiements a été excédentaire de 35,9 millions de dollars, contre un déficit de 162,6 millions de dollars pour la même période en 1973 ⁽⁵⁾.

L'approvisionnement en énergie pose également de redoutables problèmes ⁽⁶⁾. La moitié du déficit de la balance commerciale prévu en 1975 sera imputable à l'augmentation du prix du pétrole, estimée de 600 à 800 millions de dollars. Des erreurs de planification en ce qui concerne la construction d'une nouvelle usine thermo-électrique à Ptolémaïs, alimentée par les gisements locaux de lignite, ralentissent la production, infligeant ainsi une perte estimée à 150 millions de dollars par an ⁽⁷⁾. Quant aux gisements de pétrole près de l'île de Thassos, le journal *Economicos tachidromos* a révélé que la production pourrait atteindre trois cent mille barils par jour, et non cinquante mille, comme le prétendait la société américaine Oceanic. Celle-ci avait enlevé la concession à des conditions préjudiciables à la Grèce. L'Etat grec pourrait entreprendre l'exploitation de ces gisements avec la participation de sociétés pétrolières françaises et arabes.

Au-delà des domaines de collaboration industrielle entre la France et la Grèce qui ont été signalés récemment ⁽⁸⁾, la coopération entre les deux pays pourrait devenir plus importante, dans le cadre d'une communauté méditerranéenne qui se constituerait après un éventuel éclatement du Marché commun (auquel la Grèce s'est associée le 9 juillet 1961). La C.E.E., en effet, n'a pas réussi à affirmer son indépendance à l'égard des Etats-Unis et risque de disparaître sous les effets de la crise économique mondiale.

Le gouvernement de M. Caramanlis ne réussira pas à « gérer la crise » aussi longtemps qu'il n'aura pas dégagé la Grèce de l'emprise étrangère. Il ne peut, en effet, réformer et réorganiser le système économique sans se heurter aux affairistes et aux puissantes entreprises internationales, sans restreindre le gaspillage effréné et la consommation de produits de luxe par la classe dirigeante, sans mobiliser et utiliser rationnellement le potentiel scientifique et technique du pays, sans combattre le parasitisme, sans assainir l'enseignement et l'administration, atteints par la gangrène de la dictature militaire. Quand le gouvernement, sous l'impulsion de son brillant et dynamique ministre des finances, a tenté d'instaurer un modeste impôt sur les grosses fortunes, il a dû affronter la colère des possédants. D'évidence, les forces sociales et politiques qui soutiennent le gouvernement actuel constituent un obstacle de taille à toute réforme radicale des structures économiques.

SPILIOS PAPASPILIOPOULOS,

économiste; ancien maître de recherche à la Banque agricole de Grèce et enseignant à l'université de Paris IX.

(1) Voir notre article « Une économie du modèle néo-libéral » ainsi que celui de M.I. Yannakakis intitulé « Les conditions d'une véritable démocratie », publiés dans *le Monde diplomatique* d'octobre 1974. Le lecteur se référera également à l'étude de P. Nikiphorou: « Trente ans de politique américaine en Grèce », *le Monde diplomatique*, mai 1974.

(2) Voir à ce sujet l'article du professeur Karagiorgas, « Les conséquences économiques de la dictature » dans la revue *Anti*, n° 1, 7 septembre 1974, ainsi que l'article du professeur A. Canellopoulos, « Mythe et réalité dans le domaine économique pendant les sept années » (de la dictature militaire) dans *Economicos Tachidromos* du 5 septembre 1974 (tous les deux en grec).

(3) Consulter à ce propos l'étude fort intéressante publiée en 1974 par l' *Union des Universitaires grecs en Europe occidentale*, sous la responsabilité du professeur M. Nikolinakos: « Développement économique et émigration en Grèce » (en grec).

(4) Revue *Economiki Poreia*, 31 décembre 1974.

(5) *Economiki Poreia*, 15 décembre 1974.

(6) Les sources de la consommation de l'énergie en Grèce sont réparties de la façon suivante: pétrole 78,5 %, électricité 12,2 %, combustibles solides 9,3 %.

(7) *Economicos Tachidromos*, 26 décembre 1974.

(8) Par le professeur A. Angelopoulos, gouverneur de la Banque nationale de Grèce in *le Monde* du 15-16 décembre 1974.